



RÉFORME DE L'ÉVALUATION : C'EST NON !

Évaluation, PPCR, tout est lié : cette réforme, basée sur une logique managériale, remet en cause la fonction publique avec l'individualisation des carrières, de l'évaluation et du salaire.

Nos organisations ne veulent pas de la classe exceptionnelle : elle va à l'opposé de la revendication que tous les collègues puissent atteindre l'indice terminal de leur corps. Elle serait réservée à 10 % des effectifs parmi lesquels 80 % en vertu de fonctions particulières occupées. C'est l'encouragement à la mise en place de hiérarchies intermédiaires. C'est classer les collègues et les mettre en concurrence. Le ministère reconnaît lui-même qu'elle serait discriminante envers les femmes et entre les matières.

La réforme de l'évaluation, c'est :

- les grilles de compétences opaques et non centrées sur l'enseignement de nos disciplines
- les entretiens d'évaluation
- le renforcement du pouvoir du chef d'établissement, en particulier en matière pédagogique
- l'inspection non comme conseil mais comme dispositif coercitif pour l'application des réformes
- la remise en cause de la liberté pédagogique

CE PROJET DOIT ÊTRE ABANDONNÉ !

Le ministère veut aller vite : il convoque un Comité Technique Ministériel le 16 novembre et veut publier des textes en décembre pour application dès la rentrée 2017.

Nos organisations appellent à multiplier les réunions d'informations syndicales communes et les prises de position dans les établissements : il est urgent de construire dès maintenant un rapport de forces.